



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Coordination Gériatologique Intercommunale Territoire Est Yvelines - COGITEY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Coordination Gériatologique Intercommunale Territoire Est Yvelines - COGITEY
6 Avenue du Maréchal Franchet d'Esperey - 78000 VERSAILLES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Coordination Gérontologique Intercommunale Territoire Est Yvelines - COGITEY

6 Avenue du Maréchal Franchet d'Esp rey - 78000 VERSAILLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

  l'Assemblée Générale de l'association Coordination Gérontologique Intercommunale Territoire Est Yvelines - COGITEY,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a  t e confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Coordination Gérontologique Intercommunale Territoire Est Yvelines - COGITEY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 13 juin 2025

KPMG SA

Yves Delmas

Associé



**Coordination Gérontologique Intercommunale
du Territoire Est Yvelines**

Dossier financier 2024

Bilan
Compte de résultat
Annexe

BILAN ACTIF

	BRUT	AMORT.	NET EXERCICE 2 024	NET EXERCICE 2 023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelle				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
<i>Donation temporaire d'usufruit</i>				
Concession et brevet				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelle en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 919,21	946,44	972,77	1 305,98
Autres immobilisations corporelles	45 358,58	44 216,40	1 142,18	1 594,05
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	450,00		450,00	450,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	47 727,79	45 162,84	2 564,95	3 350,03
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Matières premières et autres approvisionnements				
Encours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	291 900,11		291 900,11	274 349,00
<i>Créances reçues par legs ou donation</i>				
Autres créances	12 849,77	3 988,71	8 861,06	1 212,55
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 141 941,58		1 141 941,58	638 051,53
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	1 446 691,46	3 988,71	1 442 702,75	913 613,08
Frais d'émission des emprunts				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 494 419,25	49 151,55	1 445 267,70	916 963,11

BILAN PASSIF

	NET EXERCICE 2 024	NET EXERCICE 2 023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
Réserves statutaires ou réglementaires		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	8 363,42	8 063,42
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	375,00	300,00
SITUATION NETTE (SOUS TOTAL)	8 738,42	8 363,42
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	8 738,42	8 363,42
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés	598 735,00	294 049,60
TOTAL II	598 735,00	294 049,60
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	51 384,81	22 346,61
TOTAL III	51 384,81	22 346,61
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	310,41	476,75
Emprunts et dettes financières		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	110 322,96	38 429,89
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	615 495,86	544 675,04
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	60 280,24	8 621,80
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	786 409,47	592 203,48
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 445 267,70	916 963,11

COMPTE DE RESULTAT

	TOTAL AU 31.12.2024	TOTAL AU 31.12.2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	375,00	300,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de services	12 931,17	
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 449 500,00	3 412 000,00
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations, assurances vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissement, dépréciation, provisions et transfert de charges		
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits		11,00
TOTAL	3 462 806,17	3 412 311,00
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		15 884,92
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matière première et autres approvisionnements	142 998,25	128 028,37
Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnement		
Autres achats et charges externes	255 324,95	239 584,79
<i>Aides financières</i>		
Impôts taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements	2 037 493,33	2 042 202,63
Charges sociales	721 572,34	742 368,51
Dotation aux amortissements et aux dépréciation	785,08	785,08
Dotation aux provisions	29 038,20	4 376,61
<i>Reports en fonds dédiés</i>	304 685,40	250 469,30
Autres charges		1 755,37
TOTAL	3 491 897,55	3 425 455,58
RESULTAT D'EXPLOITATION	-29 091,38	-13 144,58
Quote part de résultat sur opération faites en commun		
Déficit supporté ou excédent transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	33 455,09	13 444,58
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL	33 455,09	13 444,58

COMPTE DE RESULTAT

	TOTAL AU 31.12.2024	TOTAL AU 31.12.2023
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 988,71	
Intérêts et charges assimilées		
Différence négative de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
TOTAL	3 988,71	
RESULTAT FINANCIER	29 466,38	13 444,58
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	375,00	300,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprise sur dépréciations, provisions et transfert de charges		
TOTAL		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats		
Impôt sur les bénéfice		
TOTAL DES PRODUITS	3 496 261,26	3 425 755,58
TOTAL DES CHARGES	3 495 886,26	3 425 455,58
EXCEDENT OU DEFICIT	375,00	300,00
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe – exercice 2024

1. Objet social

L'association a pour but la gestion et la mise en œuvre, sur le Territoire d'action départemental - Grand Versailles, tel que défini par le Conseil départemental des Yvelines, et plus généralement sur le territoire de santé Yvelines Sud :

- de tout dispositif ou structure de prise en charge ou d'accompagnement de personnes âgées ou des personnes en situation de handicap et de leurs aidants,
- de tout dispositif ou structure de coordination relatif à la prise en charge sanitaire, médico-sociale ou sociale des personnes âgées, des personnes porteuses de maladies chroniques ou de cancer ou des personnes en situation de handicap, notamment en situation complexe.

L'Association met en œuvre et gère notamment :

- **Le Pôle Autonomie Territorial (PAT) du territoire Grand Versailles**
- **Le Pôle Autonomie Territorial (PAT) du territoire Saint-Quentin-en-Yvelines**
Tels que définis par l'appel à candidature du Département des Yvelines en date du 29 novembre 2021.

et peut gérer tout autre dispositif de coordination en lien avec son objet.

2. Nature et périmètre des activités

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Les Pôle Autonomie Territoriaux (PAT) ont pour mission d'accueillir, informer et orienter les personnes âgées en situation de dépendance, ainsi que les personnes en situation de handicap pour les aider à mieux vivre au quotidien. Les pôles autonomie territoriaux (PAT) sont les guichets de proximité de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Les PAT sont également les services de proximité pour évaluer, accompagner les personnes âgées et étudier leur éligibilité à l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA). Chaque pôle autonomie territorial est en lien étroit avec les services du territoire d'action départementale et le siège de la MDA

Le Pôle Autonomie Territorial du territoire de Saint Quentin en Yvelines a intégré le périmètre de COGITEY au premier octobre 2022.

3. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont essentiellement des ressources humaines.

Evolution des effectifs

POSTES	EFFECTIF MOYEN 2024	EFFECTIF MOYEN 2023
ASSISTANTE DE DIRECTION	2,00	0,75
COORDINATRICES ADJOINTES	4,42	4,00
ERGOTHERAPEUTES	3,17	3,63
INFIRMIERS	3,00	4,33
MEDECINS	1,09	3,28
PSYCHOLOGUES	4,12	3,85
RESPONSABLE PAT	1,00	1,00
SECRETAIRES	19,93	19,50
TRAVAILLEURS SOCIAUX	23,75	23,73
EFFECTIF MOYEN GLOBAL	62,48	64,07

Les autres recrutements

- Coordinatrice adjointe : 1
- Médecin : 2
- Travailleurs sociaux : 6
- Secrétaires : 2

Soit un total de 11 recrutements.

4. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1. Faits caractéristiques de l'exercice

Total du bilan : 1 445 267,7 €

Total produits du compte de résultat : 3 496 261.26 €

Excédent : 375.00 €

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

NEANT

5. Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

- Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été *établis* conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Par ailleurs, l'ANC 2014-03 s'applique à défaut de dispositions spécifiques prévues dans le règlement 2022-04 modifiant l'ANC 2018-06

5.1.1 Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable pour l'exercice 2024.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Mention dans l'annexe des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.
- Etalement des subventions d'investissement sur plusieurs exercices conformément à l'article 312-1

6. Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.
- Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Amortissement et dépréciation d'un actif : voir art. 214-1 à 7 du règlement 2014-03 et la note de présentation du règlement ANC 2015-06.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

- La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens (voir annexe 1).
- Augmentation des immobilisations (voir annexe 2)
- Diminution des immobilisations (voir annexe 3)
- Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

- L'amortissement des biens immobilisés a été calculé sur la durée normale d'utilisation.
- Pour l'ensemble des immobilisations la méthode d'amortissement pratiquée est l'amortissement linéaire.
- Ventilation des amortissements par poste du bilan (voir annexe 4)
- Ventilation des dotations et diminutions des amortissements de l'exercice (voir annexe 5 et 6) ;

6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Il n'a pas été procédé à des dépréciation d'actif immobilisé.

6.1.4 Réévaluation

Il n'y a pas été procédé à des réévaluations.

6.1.5 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

6.1.6 Informations relatives aux filiales et participations

(Voir annexe 7).

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

Il n'y a pas stock dans l'entité à la clôture de l'exercice

6.2.2 Créances

- Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.
- Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice 2024 (voir Annexe 5).

6.2.3. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont des actifs qui correspondent à des achats de biens ou de services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement (Voir annexe 5).

6.3. Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres (voir annexe 6)

- Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. A la liquidation de l'entité, ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).
- Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.
Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie

la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Les fonds associatifs sans droits de reprises proviennent de la fusion absorption de RYSC dans COGITEY

Il n'y a pas de fonds propres avec droits de reprise dans la structure

6.3.2 Ecart de réévaluation

Il n'a pas été procédé à des réévaluation dans la structure

6.3.3 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

Il n'y a plus de réserve statutaire au bilan de COGITEY.

6.3.4 Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs

Le « Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur » est constitué des résultats réalisés sur des projets (résultats d'établissements, de programmes) qui sont pris en considération par les organismes de financement (Conseil Départemental et ARS) pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants.

En vertu du traitement des congés payés inopposables au tiers financeurs :

- le compte 116300-« charges inopposables au tiers financeurs » a été débité de la variation 2023/2024 des droits à congés à payés , , soit 20 413.89 €.
- le compte 111000-« Report à nouveau »a été crédité pour la même somme.

Les comptes de report à nouveau de l'Association sont, en début de période, d'un montant de 67 173.27 €. Ils ont été abondés par l'affectation de résultat 2023 soit 776.36 €. Ils sont diminués de 59 586.21 € suite à la dissolution de l'Association Rysc.

Au 31 décembre 2024, ils sont d'un montant global de 8 738,42 €.

6.3.5 L'excédent ou déficit de l'exercice

L'exercice 2024 présente un excédent de 375.00 €.

6.3.6 Fonds propres consommables (dotations consommables fondations et fonds de dotation)

Il n'y a pas de fonds propres consommable dans la structure.

6.3.7 Subventions d'investissement

Il n'y a pas de subvention d'investissement au bilan 2024.

6.3.8 Provisions réglementées

Il n'y a pas de provision réglementée au bilan 2024.

6.4 Fonds reportés et dédiés

Voir annexe 10

Les fonds dédiés sont d'un montant de 598 735.00 € au 31 décembre 2024 et correspondent à :

- L'excédent de subvention 2022 pour 43 580,30 €
- L'excédent de subvention 2023 pour 250 469.30 €
- L'excédent de subvention 2024 pour 304 685.40 €

6.5 Provision pour risques et charges

Voir annexe 10

Les provisions pour risques sont, au passif du bilan 2024, d'un montant global de 51 384,81 € et se décompose en :

- Une provision pour litige sur un salarié pour 17 970 €
- Une provision sur droit à congés payés sur les arrêts maladies concernant les salariés sortis de la structure pour 24 744,42 €
- Une provision pour Prime Ségur concernant le personnel sortis de la structure pour 8 670.39 €.

6.6 Dettes

6.6.1 Précisions sur d'autres dettes

- Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
- Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice 2024 (voir annexe 11).
- Détail des charges à payer rattachées aux postes de dettes
 - Dettes provisionnées pour congés à payer : 155 569.47 €
 - Autres charges à payer : 147 072.18 €
 - Charges sociales sur congés à payer : 71 764.20 €
 - Organismes – autres charges à payer : 44 227,00 €
 - Soit un total de : **418 632.85 €**
- Produits constatés d'avance

Il n'y a pas de produits constatés d'avance au bilan 2024.

7. Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Cotisations

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

7.1.2 Ventes de biens et de services

Il n'y a pas de ventes de biens et services sur l'exercice.

7.1.3 Produits de tiers financeurs

Les produits des tiers financeurs concernent la dotation publique du Conseil Départementale pour 3 449 500 €

7.1.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Néant

7.2 Charges du compte de résultat

7.2.1 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du Commissaire Aux Comptes portés en charge sur l'exercice 2024 sont de 8 886 €.

7.2.2 Dotations aux amortissements

Voir annexe 5

7.2.3 Dotations aux provisions

Voir annexe 10

7.2.4 Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières ni les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à (l'utilisation des fonds pour) des projets définis.

A la clôture de l'exercice 2024, les reports en fonds dédiés sont de 304 685.40 € et concernent l'excédent de subvention 2024 du PAT.

8. Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Pour l'exercice 2024, il n'y a pas d'opération non habituelle.

9. Autres informations et engagements

9.1 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat

Il n'y a pas eu de contribution volontaire durant l'exercice 2024.

9.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

POSTES	EFFECTIF MOYEN 2024
CADRES	10,62
AGENTS DE MAITRISE	12,83
EMPLOYES	39,03
EFFECTIF MOYEN GLOBAL	62,48

Les indemnités départ en retraite

Les droits en matière d'indemnité de départ en retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes 2024.

Une évaluation de cette provision est réalisée en retenant la méthode des unités de crédits projetées. Cette méthode consiste à :

- Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise.
- Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP).
- Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation). Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'entreprise correspond à la somme des engagements individuels.

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation brut de 3,5 %, le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2024 s'élève à 74 587.94 euros.

10.Engagements pris en matière de crédit-bail

Il n'y a pas de crédit-bail au bilan 2024

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

EXERCICE CLOS LE : 31/12/2024

IMMOBILISATIONS		Valeur brute début exercice	Acquisitions	Sorties	Valeur brute fin d'exercice
INCORPORELLES	Frais d'Etablissement				
	TOTAL I				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL II				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions				
	Installations générales Agencement des constructions				
	Installations techniques Matériel et outillage	1 919,21			1 919,21
	Installations générales Aménagements divers	1 242,00			1 242,00
	Matériel transport				
	Matériel bureau et informatique	2 749,09			2 749,09
	Mobilier	41 367,49			41 367,49
	Autres				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL III	47 277,79			47 277,79
FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations	2 750,00		2 500,00	250,00
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	200,00			200,00
	TOTAL IV	2 950,00		2 500,00	450,00
TOTAL I+ II + III + IV		50 227,79		2 500,00	47 727,79

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

EXERCICE CLOS LE : 31/12/2024

IMMOBILISATIONS		Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions par mise au rebut	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'Etablissement				
	TOTAL I				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL II				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions				
	Installations générales Agencement des constructions				
	Installations techniques Matériel et outillage	613,23	333,21		946,44
	Installations générales Aménagement divers	1 242,00			1 242,00
	Matériel transport				
	Matériel bureau et informatique	2 749,09			2 749,09
	Mobilier	39 773,44	451,87		40 225,31
	Autres				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL III	44 377,76	785,08		45 162,84
TOTAL I + II + III		44 377,76	785,08		45 162,84

VENTILATION DES AUGMENTATIONS DE L'EXERCICE

Exercice clos le 31/12/2024

IMMOBILISATIONS Amortissables		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Total des dotations
INCORPORELLES	Frais d'Etablissement				
	TOTAL I				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL II				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions				
	Installations générales Agencement des constructions				
	Installations techniques Matériel et outillage	333,21			333,21
	Installations générales Aménagement divers				
	Matériel transport				
	Materiel bureau et informatique				
	Mobilier	451,87			451,87
	Autres				
	TOTAL III	785,08			785,08
TOTAL I + II + III		785,08			785,08

FILIALES ET PARTICIPATIONS

EXERCICE CLOS LE : 31/12/2024

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brute	Nette						
Filiales et participations											
FONDATION LEPINE				250,00	250,00						
TOTAL				250,00	250,00						

ETAT DES CREANCES

EXERCICE CLOS LE : 31/12/2024

CREANCES	MONTANT BRUT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres immob. financières			
Clients et comptes rattachés	291 900,11	291 900,11	
Usagers et comptes rattachés			
Autres créances	12 849,77	12 849,77	
Charges const. d'avance			
TOTAL	304 749,88	304 749,88	
(1) Montant : prêts accord. cours exercice Rembours. obtenus cours exercice			

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Exercice clos le 31/12/2024

LIBELLES		Montant début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Montant fin exercice
SITUATION NETTE	Fonds associatifs sans droit de reprise	2 567,20			2 567,20	
	Fonds associatifs avec droit de reprise					
	Ecart de réévaluation					
	Réserves (dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée)					
	Report à nouveau (dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée)	67 173,27	776,36		59 586,21	8 363,42
	Excédent ou déficit de l'exercice «dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	776,36		375,00	776,36	375,00
	TOTAL I	70 516,83		375,00	62 929,77	8 738,42
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres consommables					
	Subvention d'investissement					
	Provisions réglementées					
	TOTAL II					
TOTAL I+II		70 516,83		375,00	62 929,77	8 738,42

TABLEAU DES PROVISIONS ET RESERVES

Exercice clos le 31/12/2024

NATURES DES RESERVES		Montant début d'exercice	Dotations exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
RESERVES	Statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées :				
	Investissements				
	Compensation				
	Trésorerie				
	Autres réserves (1)				
PROVISIONS	Réserve de trésorerie				
	Amortissements dérogatoires				
	Différence sur réalisations d'éléments d'actif				
	TOTAL				

NATURES DES PROVISIONS		Montant début d'exercice	Dotations exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
PROVISIONS POUR RISQUES	Fonds dédiés	294 049,60	304 685,40		598 735,00
	Provisions pour litiges				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour rémunération des personnes handicapées (cat)				
	Provisions pour grosses réparations				
	Autres provisions pour risques et charges (1)	22 346,61	29 038,20		51 384,81
	TOTAL I	316 396,21	333 723,60		650 119,81
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations :				
	Incorporelles				
	Corporelles				
	Financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients		3 988,71		3 988,71
	Autres provisions pour dépréciation (1)				
	TOTAL II		3 988,71		3 988,71
TOTAL I+II		316 396,21	337 712,31		654 108,52
Dont dotations et reprises :					
D'exploitations			333 723,60		
Financières			3 988,71		
Exceptionnelles					

ETAT DES DETTES

EXERCICE CLOS LE : 31/12/2024

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	1 an à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligatoires (1)				
Emprunts et dettes Etablissements crédits	310,41	310,41		
Emprunts et dettes financ. divers (1)				
Fournisseurs et comptes rattachés	110 322,96	110 322,96		
Dettes fiscales et sociales	615 495,86	615 495,86		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Dépôts des hébergés				
Autres dettes	60 280,24	60 280,24		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	786 409,47	786 409,47		
(1) Emprunts souscrits cours exercice				
Emprunts remb. cours exercice				



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Coordination Gérontologique Intercommunale Territoire Est Yvelines - COGITEY

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**

Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024
Coordination Gérontologique Intercommunale Territoire Est Yvelines - COGITEY
6 Avenue du Maréchal Franchet d'Esp rey 78000 VERSAILLES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n  143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 à
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Coordination Gérontologique Intercommunale Territoire Est Yvelines - COGITEY

6 Avenue du Maréchal Franchet d'Esp rey - 78000 VERSAILLES

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

  l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avis  ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Paris La Défense, le 13 juin 2025

KPMG SA

Yves Delmas

Associé